

APRÈS L'EFFACEMENT DE LA DETTE DES CONSERVEURS DE TOMATE

# Promesses d'une campagne exceptionnelle 2011/2012

**C'est le branle-bas de combat chez l'ensemble des propriétaires des unités de transformation de la tomate des quatre wilayas de l'extrême nord-est du pays (Annaba, Guelma, El Tarf et Skikda).**

Et pour cause, ils se préparent activement à la prochaine campagne 2011/2012 qu'ils se disent vouloir réussir pour prouver aux pouvoirs publics leur capacité de couvrir sinon la majorité du moins un grand pourcentage de la demande nationale en ce produit stratégique. Se sentant libérés d'un fardeau qu'ils ont traîné des années durant, ils n'ont pu être au rendez-vous de la campagne précédente pour des raisons indépendantes de leur volonté. Leur enthousiasme est dicté par la décision prise par l'Etat d'effacer leurs dettes qu'ils traînaient depuis des années et dont la prise en charge a été confiée à la Banque algérienne de développement rural (Badr).

Cette dernière a déjà entamé le remboursement d'une bonne partie des créances des conserveurs qu'ils imputent, dans une large proportion, aux pertes de change qu'ils avaient subies. D'où leur incapacité à régler principalement les équipements de production acquis à l'étranger. Sur la vingtaine d'unités dont près de 85 % activent dans les quatre wilayas précitées, cinq seulement ont

pu produire lors de la campagne 2010/2011. En dépit de cet état de fait, leur production est arrivée quand même à couvrir plus de 40 % des besoins nationaux. La moitié de cette production a été réalisée par trois unités dont une flambant neuf d'un même conserveur établi dans les wilayas de Skikda et Guelma. Ce dernier a, par ailleurs, et pour la première fois en Algérie, introduit la mécanisation dans la récolte de la tomate fraîche.

A travers les multiples formes de soutien (crédit R'fig, crédit leasing pour le machinisme agricole, crédits Ettahadi et fédératif) introduites par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, les pouvoirs publics entendent encourager le monde agricole et agroindustriel à développer et accroître sa production dans un but bien précis : celui de la sécurité alimentaire du pays.

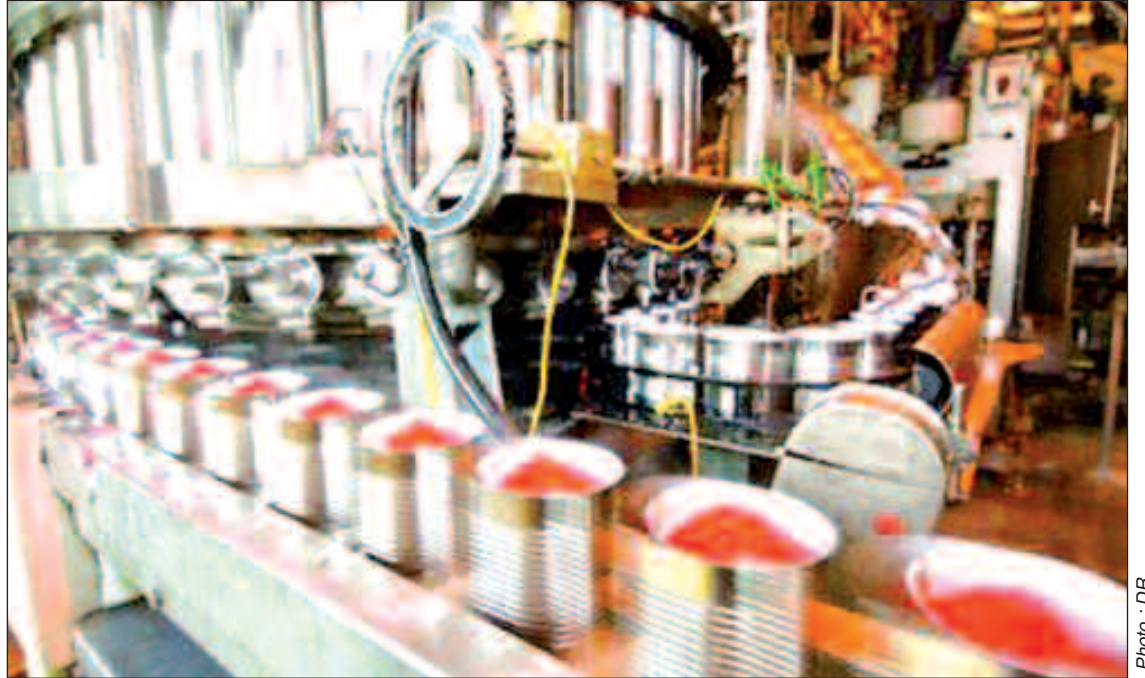


Photo : DR.

L'exemple du crédit fédératif qui concerne l'agroindustrie, vise à fédérer des producteurs agricoles d'une culture spécifique autour d'un transformateur avec des avantages certains pour tous. Cette façon d'agir a montré son efficacité lors de la campagne 2010/2011. En effet,

contrairement aux années précédentes, qui ont vu les producteurs de tomate jeter leur production sur les routes, faute d'être prise en charge par les rares unités de transformation en fonction, durant la campagne 2010/2011, ils étaient assurés de placer la totalité de

celle-ci chez le conserveur. Le producteur avait également l'avantage de bénéficier d'une prime de quatre dinars au kilogramme livré, alors que le conserveur a touché pour sa part 1,5 dinar pour chaque kilogramme réceptionné.

**A. Bouacha**

## EL-TARF

# Le Centre universitaire à la dérive

**Enseignants et fonctionnaires sont unanimes à dénoncer la gestion chaotique du centre universitaire.**

De sources crédibles, on apprend que responsables, fonctionnaires et enseignants du centre universitaire retiennent plusieurs griefs à l'encontre de l'actuelle administration.

Les reproches portent principalement le projet de la ferme aquacole inscrit en 2009 et qui n'est pas encore lancé et pour cause, le cahier des charges erroné n'a pas été jusqu'à ce jour rectifié.

Deux groupes électrogènes attendent d'être installés depuis plus de 6 mois alors que l'entreprise d'installation de ce matériel a reçu son offre de service

(ODS) depuis belle lurette. Ironie de la situation, les délais de réalisation sont de 7 jours, mais l'attente est interminable.

En ce qui concerne la réalisation de 5 laboratoires, les choses sont encore à la traîne. Pis, les études ne sont même pas encore lancées. Ce projet date de juin 2010.

Les travaux de réfection de l'ancien campus entamés en 2009 et dont l'enveloppe avoisine les 17 milliards de centimes ne sont pas encore achevés.

Une enveloppe de 4,5 milliards de centimes réservée à l'achat de matériel scientifique a

été transférée vers une seule opération, celle de l'achat d'un microscope à balayage électronique et dont les enseignants ne comprennent pas l'utilité au niveau du centre.

Et, enfin, «l'arrêt des travaux de réalisation de 50 logements pour les enseignants, inscrits au programme de 2006», a-t-on indiqué. En ce qui concerne le volet pédagogique, nos mêmes sources affirment sans ambages que «le transfert vers le centre d'El Tarf a été unilatéralement interdit par l'actuelle administration. Pis, n'importe quel dossier est rejeté systématiquement sans motif notable.

Une situation qui pénalise grandement les étudiants origi-

naire de la wilaya et qui, de surcroît, va à contre-courant de la politique prônée par le ministère de tutelle». Nos multiples tentatives de rencontrer le directeur ont été vaines. Pour beaucoup d'enseignants, au train où vont les choses, il est à craindre que le centre soit complètement déserté par les étudiants dès lors que les wilayas limitrophes se sont dotées d'instituts spécialisés en agronomie et médecine vétérinaire, avec des moyens beaucoup plus importants et des enseignants de haut rang. En fait, faire du centre universitaire d'El Tarf un pôle d'excellence du pourtour de la Méditerranée reste une chimère.

**Daoud Allam**

## CHUTES DE TENSION À TIZI OUZOU

# Le village Aït Larbaâ interpelle la Sonelgaz

**Le village Aït Larbaâ, dans la commune de Beni Yenni, vit depuis de longues années la hantise des chutes de tension électrique et la peur des dangers d'électrocution car le réseau, qui date de 1949, se trouve dans un état de vétusté avancée, menaçant la sécurité des villageois.**

Déjà en 2002, plus précisément le 29 novembre, interpellée par les villageois d'Aït Larbaâ pour le même problème, l'APC avait saisi les services de la Sonelgaz par correspondance enregistrée sous le n°1853, mais apparemment, leur doléance, soutenue par les élus locaux, est restée lettre morte.

Dans une lettre datée du 1<sup>er</sup> septembre dernier signée par plus

de 120 habitants d'Aït Larbaâ, après avoir décrit la situation de dégradation et de vétusté du réseau électrique de leur village et les dangers que constituent les câbles sur la vie des citoyens, les villageois ont rappelé au premier responsable de la Sonelgaz «les démarches entreprises auprès de l'APC de Beni Yenni et de notre organisme» depuis 2002. Ils disent

ne rien voir venir à ce jour, alors que «tous les villages de la commune ont été dotés de ce type de câblerie en torsadé. Seul notre village n'en a pas bénéficié pour des raisons inconnues», lit-on dans la requête. Les plaignants interpellent le premier responsable de la Sonelgaz pour «entreprendre les mesures nécessaires afin d'éradiquer cet épineux problème, qui dure depuis trop longtemps» et lui font signifier le «recours au non-paiement des redevances d'électricité à la Sonelgaz si le problème n'est pas réglé».

Signalons, toutefois, que selon

les informations que nous avons pu recueillir, le projet de réfection du réseau électrique du village Aït Larbaâ en câble torsadé a été lancé par les services de la Sonelgaz mais il a buté sur une opposition de deux familles qui ont «exigé» que les nouveaux câbles ne survolent pas leurs constructions, comme ce fut le cas pour les anciens.

Les services de la Sonelgaz auraient refusé cette option qu'ils considèrent comme un déplacement de ligne électrique qui ne se fait que «contre paiement»

**Sadek Aït-Salem**

## M'SILA Quatre personnes mortes par asphyxie

Quatre personnes ont trouvé la mort mardi dans un puits à El-Guettaf, dans la commune de Hammam Dhalaâ, à l'ouest de M'sila.

Les infortunés âgés entre 25 et 35 ans, membres de deux familles, sont descendus pour nettoyer le fond d'un puits de la fange sans masque.

Selon les services de la Protection civile, ils auraient été asphyxiés en inhalant des gaz toxiques. Ils ont été remontés sans vie par les sapeurs-pompiers. Par ailleurs, une cinquième personne a pu être sauvée, elle a été admise dans un état comateux à la clinique Hammam-Dhalaâ. Les services de sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes du drame.

**A. Laïdi**